

Les infos

Vendredi 19 décembre 2014



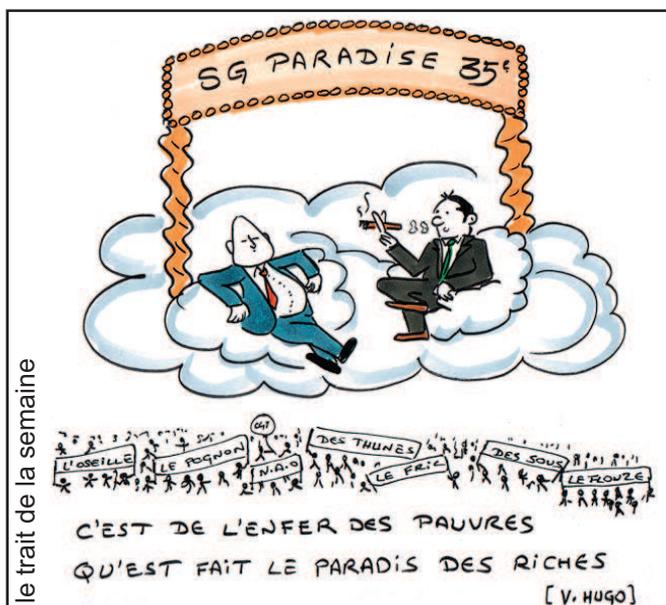
PLAYING FOR NAO ... COUAC !

C'est donc sur une fausse note que la négociation sur les salaires 2015 a trébuché. En effet, la signature par 2 organisations syndicales est non seulement un mauvais coup pour nos salaires, mais en cédant au chantage de la direction, c'est aussi un bien mauvais signal envoyé à la direction. Les 5 syndicats avaient demandé à être reçus par Frédéric Oudéa pour trouver une sortie à la crise actuelle. Sans réponse depuis le 8 décembre, ils ont saisi l'opportunité du passage de Séverin Cabannes, représentant la Direction Générale en séance plénière du Comité Central d'Entreprise, pour lui demander si la DG avait l'intention de se préoccuper de nos basses demandes matérielles. Il a répondu en précisant qu'il était « favorable à la poursuite du dialogue social dans son cadre normal » et que par conséquent, il mandatait immédiatement le Directeur des relations sociales pour qu'il ré-ouvre la négociation annuelle sur les salaires et qu'il fasse part de la nouvelle proposition de la direction. La CGT a répondu que le Directeur des relations sociales avait déjà été au bout de son mandat, atteint la limite de la légitimité pour reprendre la négociation et qu'en tout état de cause, s'il revenait avec une mesure insuffisante, c'était prendre le risque de maintenir le conflit ouvert. Le Comité Central d'Entreprise a donc été suspendu, le temps de cette nouvelle réunion. Accessoirement, Séverin Cabannes en a profité pour se faire la belle, en précisant qu'il ne serait plus disponible pour une reprise de la réunion. La direction a donc présenté une nouvelle proposition de supplément d'intéressement

qui passe d'en moyenne 200 euros à ... (attention les cardiaques, ça décoiffe !) ... 300 euros bruts ! Versée en fonction du salaire cela donne 400 euros pour les salaires jusqu'à 28.000 euros, puis dégressive au-delà, pour atteindre 200 euros au-delà de 49.000 euros. En parallèle, la direction a rappelé son chantage : si vous signez cet accord, vous permettez la signature des nouvelles dispositions de l'accord social (+2 jours de paternité, évolutions des grilles de minima, etc). Nous avons dénoncé une nouvelle fois ce chantage, indigne du dialogue social d'un groupe comme la SG. Le Directeur des relations sociales avait à peine fini sa présentation des nouvelles propositions à 11h00, avant même que l'encre soit sèche, l'accord était déjà signé l'après midi. « C'était ça ou rien » a déclaré à la presse un représentant de l'une des 2 organisations syndicales qui auront finalement succombé au chantage. C'est exactement le contraire de la volonté exprimée par les salariés qui ont signé la pétition et manifesté d'une manière ou d'une autre leur mécontentement face à une rupture dont on constate de plus en plus les effets.

UN CLIC POUR UNE CLAQUE AU CA

Nombreux sont les messages de soutien de la part de salariés pour nous remercier du travail fourni et de la transparence des informations transmises au fil de l'ensemble des négociations. Même si parfois, ces collègues ne partagent pas nos positions, voire s'y trouvent confrontés. Le débat a lieu, il permet d'avancer et c'est bien là, notre objectif. Elections obligent, nous vous proposons un bon moyen de prolonger ces encouragements : si comme nous, vous pensez qu'avoir un représentant de la CGT au Conseil d'Administration peut changer les choses et qu'il est nécessaire d'avoir un vrai contre pouvoir dans l'entreprise, participez à l'appel des salariés à voter pour la liste CGT. Envoyez vos Nom Prénom Profession Service ou Agence à cgt.sg@wanadoo.fr. Vous serez alors le « plus » dans la campagne qui s'ouvre pour renouveler nos représentants au Conseil d'Administration. Et nous savons que ce sont ces « petits plus » qui font les plus grosses surprises.



CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet : www.cgtsocgen.fr
Intranet : Portail SG, le groupe, Espace syndical, CGT